

L'Autriche s'oppose aux écocombis

L'Autriche a officiellement pris position contre l'introduction de combinaisons routières plus longues et plus lourdes. Selon le pays alpin, un passage massif à l'utilisation d'écocombis au sein de l'UE aurait un impact négatif sur la circulation et sur l'environnement à l'intérieur des frontières.

Martine Taelman

Même si seulement nos pays voisins autorisent les écocombis, cette mesure mènera à une hausse du trafic routier en Autriche", affirme Ferdinand Maier, membre du Parti populaire autrichien (ÖVP) et député de la première chambre du parlement autrichien. Si l'Union européenne donne le feu vert aux méga-camions, le fret devant transiter via l'Autriche devra être transbordé dans plusieurs camions à la frontière. Une situation que le pays veut éviter coûte que coûte.

On savait déjà que l'Autriche n'est pas favorable à l'introduction des écocombis. Les partis de la coalition gouvernementale (l'ÖVP et les démocrates-chrétiens du SPÖ) s'étaient prononcés à l'unisson début mars contre la venue des écocombis sur les routes autri-



L'Autriche craint que la Suède inscrive l'introduction des écocombis à l'ordre du jour durant sa présidence de l'UE.

chiennes. Outre une augmentation du nombre de camions sur les routes, la république alpine estime que la mesure entraînera un transfert modal du rail vers la route et sera préjudiciable à l'environnement et à la sécurité routière.

Pour étayer son argumentation, le ministère autrichien de l'Infrastructure a fait exécuter un certain nombre d'études sur les

risques pour la sécurité routière et l'impact sur le transport combiné d'une introduction des écocombis. Le bureau d'étude Asfinag étudie en outre quels coûts d'infrastructure seraient nécessaires pour adapter les autoroutes et routes régionales aux combinaisons routières de 25,25 mètres.

La question des écocombis fait quasiment l'unanimité en Autri-

che. Le ministère de l'Infrastructure bénéficie du soutien des Verts, de la Chambre des salariés et syndicats ainsi que de diverses associations de mobilité.

La plus grande crainte qui habite le pays est de voir la Suède placer l'introduction des écocombis sur l'agenda durant sa présidence européenne, au second semestre de 2009.